

Unité Départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 31/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Adler Pelzer Group Grand Est

16 RUE COLBERT
BP 35
67390 MARCKOLSHEIM

Code AIOT : 0006701518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement Adler Pelzer Group Grand Est implanté 16 RUE COLBERT - 67390 MARCKOLSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Adler Pelzer Group Grand Est
- 16 RUE COLBERT - BP 35 - 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT : 0006701518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ADLER PELZER (ci-après nommée « l'exploitant ») est autorisée à exploiter une usine de fabrication de produits confectionnés à partir de feutre et de résines synthétiques. Ces fabrications sont destinées à l'industrie automobile. Les enjeux principaux résident dans la prévention du risque incendie et la maîtrise des émissions atmosphériques de Composés Organiques Volatils.

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 24/11/2022 de respecter ses valeurs limites d'émissions de ses rejets d'eau superficielles. De plus, la visite d'inspection du 07/12/2023 a porté sur les conditions de stockage des produits chimiques.

Les références réglementaires sont les suivantes :

- Arrêté préfectoral du 24/11/2022 mettant en demeure la société ADLER PELZER de respecter des dispositions de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 et de l'arrêté préfectoral du 10/07/2009 pour l'exploitation de ses installations ;
- Arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- point administratif ;
- risque accidentel (produit chimiques) ;
- risque accidentel (incendie) ;
- rejet eau (suivi de mise en demeure).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point administratif	Courrier du 24/08/2022	Sans objet
2	SUIVI MED	AP de Mise en Demeure du 24/11/2022, article 1	Sans objet
3	Identification et localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
5	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
6	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I	Sans objet
7	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II - alinéa 7	Sans objet
8	Dispositif de lutte contre l'incendie (extincteur)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que des actions aient été réalisées et qu'une baisse significative a été montrée, la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 24/11/2022, ne peut pas être levée du fait des valeurs mesurées en DCO au-dessus de la valeur limite d'émission prescrite.

C'est pourquoi, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours (après notification de ce présent rapport) des justificatifs précis montrant les actions réalisées ainsi qu'un plan d'action clair (avec des dates et délais de réalisation) montrant son engagement pour se mettre en conformité avec les Valeurs limites prescrites, faute de quoi, des sanctions administratives seront proposées à la préfète du Bas-Rhin.

Des observations ont également été effectuées durant la visite du 07/12/2023. Des éléments justificatifs sont demandés par l'inspection dans un délai de un à trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point administratif

Référence réglementaire : Courrier du 24/08/2022
Thème(s) : Situation administrative, PAC et dossier IED
Prescription contrôlée : Suivi du PAC transmis le 31/01/2022 et lettre de demande de complément du 24/08/2022 Suivi du BREF WGC et du BREF POL
Constats : Par courrier du 24/08/2022, l'inspection a fait une demande de complément pour le Porter à connaissance (PAC) déposé par l'exploitant le 31/01/2022. L'exploitant a informé l'inspection que de nouvelles activités, faisant suite à la cessation des activités d'une autre filiale et du transfert de ces activités au sein de l'installation de Marckolsheim, sont à prévoir. Le PAC déposé le 31/01/2022 est donc caduque. Un nouveau porter à connaissance sera transmis pour le mois d'avril 2024 par l'exploitant. De plus, selon l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'adresser un dossier de réexamen des meilleures techniques disponibles relatives au BREF WGC. La date limite de dépôt de dossier était le 09/12/2021. L'inspection n'a à ce jour pas reçu ce dossier. Il convient à l'exploitant de se positionner sur ce BREF ainsi que sur le BREF POL et de transmettre ce dossier à la Préfecture du Bas-Rhin ainsi qu'à l'inspection dans un délai de trois mois. Passé ce délai, des suites administratives seront proposées par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : SUIVI MED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, suivi MED
Prescription contrôlée : La société ADLER PELZER située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67 390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10/07/2009 susvisé reprises ci-après : « L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau collectif d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires industrielles les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. - débit maximal pendant une période de 24 heures consécutive : 1 m³/j - concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) : Valeurs limites pH Compris entre 5,5 et 8,5 DCO 200 mg/L DBO 150 mg/L » ;• dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral du 10/07/2009 susvisé reprises ci-après : « La qualité des rejets d'eaux de refroidissement est aussi bonne que celle de leur prélèvement. Leur température est limitée à 20 °C. »• dans un délai de six mois les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 susvisé reprises ci-après : Afin de se mettre en conformité, étant donné que le délai de télé-déclaration annuelle (en date du 31/03/2022) est dépassé, l'exploitant transmettra à l'inspection par voie électronique les

éléments cités dans l'article ci-dessous :

« I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

(..)

- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;

- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

(...)

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

- la quantité par nature du déchet ;

- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. »

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant a bien effectué la télé-déclaration annuelle prescrite par l'arrêté ministériel du 31/01/2008 via le logiciel en ligne (GEREP) pour l'année 2023.

L'exploitant a donc déféré à la mise en demeure sur ce point.

Concernant la valeur limite de température avant rejet, celle-ci a diminué et se trouve sous la température prescrite (de 20 °C) en octobre 2023.

En effet, les températures mesurées sont les suivantes :

- 18,3 °C et 23,5 °C en date du 30/03/2023 ;
- 19,5 °C et 18,5 °C en date du 10/05/2023 ;
- 17 °C et 21 °C en date du 29/08/2023 ;
- 18,2 °C en date du 11/10/2023.

L'exploitant a donc déféré à la mise en demeure sur ce point.

Concernant la valeur limite des émissions en DCO des rejets d'eau superficielles :

Bien que les valeurs mesurées ont significativement baissé durant l'année 2023, les valeurs restent au-dessus de la VLE (de 200 mg/L) imposée.

En effet les valeurs sont les suivantes ont été mesurées :

- 155 mg/L et 759 mg/L (cette valeur est due à un problème de filtre qui a été constaté par l'exploitant) en date du 30/03/2023 ;
- 104 mg/L et 496 mg/L (puis après nettoyage 73 mg/L) en date du 10/05/2023 ;
- <10 mg/L et <64 mg/L en date du 29/08/2023 ;
- 239 mg/L en date du 11/10/2023.

NB : l'exploitant dispose de deux points de rejets qui ne sont pas indiqués dans l'arrêté préfectoral. Il conviendra pour l'exploitant de l'indiquer dans son futur porter à connaissance.

Cette baisse significative est due à des investigations et des nettoyages effectués ainsi que la mise en place d'un nouveau système de décantation avant rejet.

Des justificatifs prouvant la mise en place de ce système et des travaux d'investigations ont été demandés par courriel du 23/01/2024.

Les éléments reçus par l'inspection en date du 25/01/2024 ne permettent pas de lever la mise en demeure.

C'est pourquoi, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours (après notification de ce présent rapport) des justificatifs précis montrant les actions réalisées ainsi qu'un plan d'action clair (avec des dates et délais de réalisation) montrant son engagement pour se mettre en conformité avec les Valeurs limites prescrites, faute de quoi, des sanctions administratives seront proposées à la préfète du Bas-Rhin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification et localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Identification et localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées (...).

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

L'inspection a vu un plan de localisation des zones de stockages.

Par sondage, l'inspection a vu le local à colle, le stockage extérieur, ainsi qu'une zone de production disposant d'une zone de stockage de produits.

Le nom des produits ainsi que les mentions de dangers sont bien indiqués dans ces locaux.

Observations :

Dans le local à colle, il conviendrait que les étiquettes de mention de danger soient plus grandes afin d'être plus visibles.

De plus, dans un local où sont stockés des produits finis inflammables, la mention de risque n'est pas clairement indiquée sur la porte du local. Il conviendrait de le mentionner (sous la forme de panneau "interdiction de fumer" ou "risque d'inflammation").

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre

document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'inspection a vu l'état des stocks de l'installation à jour. Cet état des stocks fait mention des produits chimiques et montre précisément la localisation de ces derniers sur un plan de l'installation. L'état des stocks indique également si ces produits doivent être mis sur rétention. Les fiches de données de sécurité des produits chimiques sont accessibles par un logiciel interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les trois FDS des produits les plus utilisés ont été imprimées pour l'inspection (cf partie confidentielle). Les conditions de stockages et de manipulation respectent les rubriques 7 et 10 de ces FDS.
Observations : L'inspection s'interroge sur les conditions de stockage d'un des produits. Ce dernier est stocké à l'extérieur sur rétention. Bien que le produit soit protégé des intempéries, l'installation est proche d'un ruisseau, ce qui peut causer une atmosphère humide. Or, la FDS mentionne qu'il doit être stocké « à l'abri de l'humidité ». Il convient à l'exploitant de justifier si ce zonage extérieur permet de protéger le produit de l'humidité dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I et 25.II alinéa 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles - rétentions
Prescription contrôlée : Article 25.I « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. (...) »
Article 25.II alinéa 5

« L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé. »

Constats :

Les rétentions des produits vues par l'inspection sont visuellement en bon état et sont toutes protégées des intempéries.

Le volume des rétentions ainsi que leur capacité de stockage sont étiquetés sur les rétentions. Pour chaque zone de stockage vue par l'inspection, le volume des produits stockés ne dépassait pas 50 % de la capacité de rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25II - alinéa 7

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles - rétentions

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Chaque produit est stocké sur sa propre rétention.

Aucun mélange de produit n'a été constaté par l'inspection le jour de la visite, les dispositions ne montrent pas de problèmes d'incompatibilité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositif de lutte contre l'incendie (extincteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

(...)

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. (...)

Constats :

Dans un local disposant de produits finis inflammable ; un extincteur se trouve caché dans un rayon derrière une porte.

Il conviendrait de rendre cet extincteur plus accessible.

Il n'est pas proposé de suites administratives à de ce stade, mais un justificatif montrant le déplacement de cet extincteur est demandé dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Sans suite
